



Devant Total à La mède, les gilets verts d'Europe écologie manifestent leur opposition à l'autorisation donnée à la raffinerie d'importer de l'huile de palme et à la levée de la taxe sur ce carburant pas bio du tout. PHOTO M.G.

# Gilets verts : non à l'huile de palme

## LA MÈDE

**Les écologistes dénoncent l'autorisation donnée à la bioraffinerie Total d'importer jusqu'à 500 000 tonnes d'huile de palme par an ainsi que le projet d'amendement pour l'exonération de taxe sur cette huile.**

Sur le rond point devant la raffinerie Total, en partie convertie au carburant dit « bio », à base d'huile de palme, les gilets jaunes filtrent depuis 4 semaines la circulation, empêchant les camions de faire le plein. Dimanche matin, une quarantaine de gilets verts les ont rejoints l'espace de quelques heures, à l'invitation d'EELV, des Amis de la Terre et de Greenpeace pour dénoncer « une hérésie écologique ».

Plus habitués aux visites

des CRS, qui tentent de les décourager « tous les deux jours », les gilets jaunes ont accueilli avec sympathie ces verts sur leur campement, en dépit d'une opposition apparente: les uns dénoncent la taxe sur le carburant, les autres, l'exonération de l'écotaxe sur l'huile de palme. « Le carburant, c'est le déclencheur mais le vrai problème c'est le pouvoir d'achat, les salaires », raccroche un gilet jaune.

### Un amendement polluant

Dans la ligne de la COP24 qui se tient en Pologne et parle d'urgence à réduire l'effet de serre, « on est là pour dénoncer un climaticide » résume Michèle Rivasi (EELV). Et l'huile de palme produit un carburant aux rejets « 3 fois plus nocif que ceux des énergies fossiles ». Or, le projet de prolongation d'exploitation de la bioraffinerie Total nécessite jusqu'à 500 000 tonnes par an d'huile

de palme. Ce qui porte à « 64 % d'importation de plus par an pour la France, qui en importe déjà 2,4 millions », précise la députée européenne. De quoi déforester « l'équivalent de 5 fois la ville de Marseille ».

Mais encore, le gouvernement a fait en sorte que l'avantage fiscal dont bénéficie l'huile de palme soit maintenu lors d'un vote à l'assemblée nationale. Les verts voient rouge et fustigent les députés qui sont montés au créneau sur cette question, dont l'élu marseillais Bruno Gilles, à qui Sébastien Barles décerne « la palme de l'anti-écologie ». « On veut une cohérence avec les énergies fossiles », proteste Christine Juste. Ils estiment qu'il y a urgence à stopper le projet de cette bioraffinerie, dont dépendent 250 emplois. « Nous travaillons à garder les emplois avec le syndicat CGT », assure Mireille Villion des Amis de la Terre.

M.G.